Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 12, n°2 | Novembre 2021

Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?

Didier Busca, Nathalie Lewis (dir.), 2019, *Penser le gouvernement des ressources naturelles*, Laval, Presses de l'Université Laval, 472 pages.

Nicolas Verhaeghe, Audrey Sérandour et Recherches-Ressources

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/19410>

DOI : 10.4000/developpementdurable.19410

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Nicolas Verhaeghe, Audrey Sérandour et Recherches-Ressources, « Didier Busca, Nathalie Lewis (dir.), 2019, *Penser le gouvernement des ressources naturelles*, Laval, Presses de l'Université Laval, 472 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 12, n°2 | Novembre 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 11 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/19410> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.19410>

Ce document a été généré automatiquement le 11 novembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Didier Busca, Nathalie Lewis (dir.),
2019, *Penser le gouvernement des
ressources naturelles*, Laval, Presses
de l'Université Laval, 472 pages.

Nicolas Verhaeghe, Audrey Sérandour et Recherches-Ressources

- 1 Les inquiétudes sur la finitude de certaines ressources et les questionnements sur la préservation de l'environnement ont conduit à une multiplication des recherches sur les ressources naturelles en sciences sociales depuis le début du XXI^e siècle, notamment

dans le monde francophone. L'ouvrage *Penser le gouvernement des ressources naturelles*, dirigé par Didier Busca et Nathalie Lewis, publié en 2019, contribue à l'engouement actuel pour la thématique. Il constitue un point d'étape d'une réflexion collective initiée en 2014 dans le cadre d'un programme financé par le Conseil franco-qubécois de coopération universitaire (CFQCU) et dirigé par les coordinateurs de l'ouvrage, puis enrichi par d'autres programmes de recherche (EFFIJIE, LabEx SMS).

- 2 L'ouvrage se compose de 13 chapitres, répartis en quatre parties, et comporte une véritable dimension collective. La grande majorité des textes proposés sont en effet rédigés à quatre mains ou plus, de même que les introductions de parties et l'introduction générale, d'ailleurs très utiles pour avoir une vision d'ensemble du propos. En outre, le caractère pluridisciplinaire du livre permet d'aborder les questions environnementales par une grande diversité de points de vue, allant de l'histoire juridique d'un territoire à une sociologie de l'action collective, en passant par des approches économiques, géographiques ou encore anthropologiques. Il s'agit là de l'une des grandes richesses de l'ouvrage.
- 3 Pour autant, le titre choisi pour cette œuvre collective est trompeur. Il suggère au lecteur qu'il y trouvera des réflexions générales sur la gouvernance des ressources naturelles et un cadrage sur les théories et méthodologies existantes, dans une perspective globale. Or, il n'est pas proposé de définition, ni de réflexion générale sur les notions de « ressources naturelles » et de « gouvernement ». Pourtant, celles-ci n'ont rien d'évident et font régulièrement l'objet de débats scientifiques¹. Les ressources peuvent-elles être considérées comme « naturelles » ou faut-il les aborder comme des construits sociaux ? Quelle distinction faire entre gouvernement, gouvernance, gestion et administration de ces ressources ? Le lecteur ne trouvera pas de réponses formelles à ces questions dans l'ouvrage, qui fournit plutôt de la matière empirique et des pistes de réflexion.
- 4 En effet, le livre coordonné par Didier Busca et Nathalie Lewis propose avant tout des études de cas, sur des terrains bien circonscrits que sont le Québec et la France (métropolitaine comme d'outre-mer). Cet ancrage géographique correspond aux aires couvertes par les programmes de recherche dont l'ouvrage est issu et constitue donc un choix assumé. Par ailleurs, le livre aborde un nombre limité de ressources (eau, terre, ressources halieutiques, excréments, forêts) et le lecteur pourrait être surpris de n'y trouver aucune réflexion sur des ressources minières par exemple. De plus, la notion de ressource, polysémique, est employée dans ses différentes acceptions, jusqu'à parfois se confondre avec celle d'espace naturel, d'environnement, voire de territoire. L'emploi du terme de ressource recoupe ainsi des dimensions à la fois « naturelles »², sociales, économiques, politiques et patrimoniales.
- 5 Finalement, l'ouvrage prend davantage la forme d'une sociologie de l'environnement, proposant une réflexion sur les rapports Homme/Nature et sur la régulation des relations entre sociétés et environnement. Les différentes études de cas font émerger une diversité de rapports possibles : exploitation, valorisation, réhabilitation, régulation, protection, préservation ou conservation. Dans le livre, le fait d'appréhender ensemble la préservation des ressources naturelles et la protection de la nature amène le lecteur à s'interroger sur la manière dont l'environnement, en tant qu'objet d'action publique, a été approprié par les pouvoirs publics. Il dresse ainsi un portrait très riche des mécanismes de la gouvernance environnementale en France et au Québec.

- 6 À la lecture de l'ouvrage, nous avons identifié trois fils rouges particulièrement stimulants : l'analyse de l'action publique environnementale, la complexité des systèmes d'acteurs impliqués dans les problèmes d'environnement et la dialectique du conflit.
- 7 Une première thématique transversale de l'ouvrage porte donc sur l'analyse de l'action publique environnementale, qui guide une réflexion sur la manière dont les États se saisissent des problèmes environnementaux. La construction de l'action publique est interrogée de façon à comprendre comment se définit un problème public, comment il est mis à l'agenda et comment il se traduit ou non par des mesures concrètes. Interrogeant le passage de l'intention à l'action, les auteurs soulignent la diversité des possibilités de mise en œuvre d'une gouvernance environnementale. Diverses notions sont mobilisées pour saisir ces processus, telles que le risque, la vulnérabilité, la conservation, mais aussi la négociation, la participation, la justice environnementale et les « inégalités justes » (conceptualisées par Dubet, 2005).
- 8 Un deuxième fil rouge se dessine dans la réflexion des auteurs autour de ces notions. Chapitre après chapitre, les contributeurs démontrent en effet qu'il existe une hétérogénéité spatiale dans la relation des sociétés à leur environnement. Les réglementations environnementales établies aux échelles mondiale et nationale se confrontent à des situations locales très variées, avec lesquelles les pouvoirs publics doivent composer. Ce constat amène les auteurs à décrire la complexité des systèmes de relations entre acteurs investis dans la mise en œuvre des politiques environnementales. Une attention forte est portée aux dynamiques d'action collective et, par là même, à ce que les auteurs appellent les « acteurs sociaux non-institutionnels », ainsi qu'à leurs formes d'implication dans les problèmes d'environnement. Il s'agit là de l'une des grandes forces de ce livre qui, loin de se limiter à une étude du rôle de l'État, propose une analyse sociologique et géopolitique fine des jeux d'acteurs à différents niveaux de décision, d'action et de pratiques.
- 9 Enfin, et dans l'articulation avec les points précédents, l'ouvrage souligne le rôle des conflits dans le gouvernement des ressources, en montrant que les luttes définitionnelles et les tensions de l'action sont des arènes de régulation des rapports entre société et nature. La dialectique du conflit est au cœur de la fabrique sociale des problèmes et de l'élaboration de mécanismes de gouvernance. D'une part, les échelles d'action publique sont souvent mises en concurrence, du fait de la multiplicité des espaces d'enjeux. D'autre part, la concurrence entre différents types d'activités (industrielles, agricoles, touristiques, résidentielles...) conduit régulièrement à des conflits d'usage des sols.
- 10 Un autre apport important de l'ouvrage réside dans la capacité des auteurs à déconstruire les logiques de l'action publique. Sur ce point, le chapitre 5 est particulièrement éclairant. Par une analyse du cas des toilettes sèches en France, le sociologue Steve Joncoux montre les limites d'une conception de l'action environnementale par les risques, qui consiste avant tout à « administrer les pollutions ». Il souligne l'intérêt de penser une gestion de l'environnement par la protection des ressources, qui permettrait de faire émerger de nouvelles approches et techniques écologiques. De la même manière, le chapitre 3 interroge la façon dont les pouvoirs publics conçoivent la terre agricole et analyse ses potentielles conséquences sur ceux qui la cultivent. La sociologue Jacqueline Candau et la géographe Anne Gassiat montrent comment un projet politique, financier et technique de culture de canne à

sucre à La Réunion peut conduire à des processus de dévaluation des capacités professionnelles des agriculteurs qu'elles nomment « mise en incapacité », processus qui participent au gouvernement de la terre agricole. L'accès contraint à la terre est conditionné par des logiques institutionnelles et des impératifs économiques, qui provoquent une insécurité foncière et des sentiments d'injustice chez les agriculteurs.

- 11 La question de la justice, sociale et distributive, est également traitée de façon stimulante par l'ouvrage. Dans le chapitre 12, par exemple, l'anthropologue Martin Hébert l'aborde comme l'ultime étape du processus de réconciliation de l'État canadien avec les peuples autochtones. Il explore l'évolution de la notion de justice et montre comment son appropriation et son utilisation dans l'appareil discursif de l'idéologie néolibérale agissent comme un moyen de légitimer le droit au profit. En investissant la sphère de l'imaginaire, ces discours obstruent la construction de nouveaux paradigmes pour agir sur les conditions structurelles qui reproduisent la marginalisation des peuples autochtones et sur la concrétisation d'un accès plus juste au territoire et aux ressources.
- 12 Enfin, le livre ne néglige pas le rôle des individus dans la gouvernance des ressources naturelles et la place de l'expertise dans les processus de décision. Ces deux aspects sont par exemple imbriqués dans le chapitre 6, où les sociologues Didier Busca, Jean-François Barthe et Enzo Lana s'intéressent à la perception de la ressource en eau potable, à travers une analyse des pratiques « routinisées » des consommateurs. Ces « ressortissants de l'action publique » construisent leurs pratiques en tant que sujets politiques en mobilisant des expertises profanes pour ajuster leur rapport à l'eau potable, ce qui réinterroge le rôle des individus dans le gouvernement des ressources naturelles. De même, des individus ont joué un rôle prépondérant dans la trajectoire de la notion de conservation au Québec. Le chapitre 7 revient sur le processus historique de définition de cette notion et sur les acteurs qui y ont contribué. Dans une socio-histoire de la notion de conservation, l'historienne Maude Flamand-Hubert et la sociologue Nathalie Lewis dressent en particulier le portrait de trois personnages, porte-étendards du conservationnisme, qui participent chacun à leur façon à la prise de conscience de l'importance de conserver les forêts.
- 13 Pour finir, notons que les chapitres sont de qualité inégale et qu'ils ne permettent pas toujours au lecteur d'identifier les disciplines des auteurs, ni les approches et méthodologies utilisées. En outre, l'absence de conclusion générale ne permet pas de disposer d'un espace de synthèse, qui aurait pourtant été utile pour replacer ce travail dans une problématique englobante. Si l'ouvrage n'apporte pas de grandes innovations théoriques à la recherche en SHS sur les ressources et les dynamiques de gouvernance associées, il enrichit sans conteste la littérature existante, en proposant des études de cas fouillées et en soulevant des questions essentielles à la compréhension de cet enjeu actuel qu'est la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE

Bakker K. J., Bridge G., 2006, « Material worlds ? Resource geographies and the 'matter of nature' », *Progress in Human Geography*, vol. 30, n° 1, p. 5-27.

Bayart J.-F., 2004, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Fayard, Paris.

Dubet F., 2009, *Injustice at Work*, Boulder/London, Paradigm Publishers.

Foucault M., 1994, *Dits et écrits, 1954-1988, Tome III : 1976-1979*, Gallimard Paris, Paris.

Hermet G., Kazancigil A., Prud'homme J.-F. (dir.), 2005, *La gouvernance. Un concept et ses applications*, Karthala, CERI/Recherches internationales, Paris.

Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie É., Redon M., 2015, « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel », in Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie É (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Publications de la Sorbonne, Paris, p. 5-23.

Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques Paris.

NOTES

1. Pour la notion de ressources naturelles voir par exemple les travaux de Bakker et Bridge (2006) et ceux de Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie É., Redon M. (2015). Les débats portant sur la notion de gouvernement sont abordés dans les ouvrages de Foucault (1994) et Bayart (2004) ; ainsi que dans les travaux de Hermet (2005).

2. L'utilisation des guillemets souligne ici le paradoxe de l'expression « ressources naturelles ». Comme l'explique Claude Raffestin, « il n'y a pas de ressources naturelles, il n'y a que des matières naturelles » (Raffestin, 1980 : 205). C'est lorsqu'un acteur lui accorde une valeur qu'une matière naturelle devient ressource, en lien avec l'émergence d'un besoin et dans un contexte politique, économique, social et symbolique spécifique.

AUTEURS

NICOLAS VERHAEGHE

Nicolas Verhaeghe est doctorant en géographie. Depuis 2017, il y mène ses recherches autour des stratégies des usagers pour l'accès aux ressources de la rivière Sabie (Afrique du Sud).
Université Paris Nanterre au sein du laboratoire Mosaïques – UMR LAVUE 7218 CNRS.

AUDREY SÉRANDOUR

Audrey Sérandour est docteure en géographie. Sa thèse a porté sur le lithium andin, dans une perspective de géographie politique des ressources naturelles. Depuis début 2021, elle est chercheure post-doctorante au CRESAT (UHA) et travaille sur les territorialités nucléaires. CRESAT (Université de Haute-Alsace) et chercheuse associée à l'UMR Prodig.

RECHERCHES-RESSOURCES

Recherches-Ressources est un groupe pluri-disciplinaire et pluri-institutionnel de jeunes chercheurs, majoritairement francophones, travaillant sur les ressources naturelles sous toutes leurs formes. Ses activités sont consultables sur son Carnet Hypothèses : <https://ressnat.hypotheses.org/>.